

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 25 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLITOP

Le Bois des Blettes
85410 Saint-Cyr-Des-Gâts

Références : D 25.0310
Code AIOT : 0006301546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement SOLITOP implanté Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLITOP
- Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts
- Code AIOT : 0006301546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SOLITOP est autorisée par arrêté préfectoral du 28 février 2017 à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux sur la commune de Saint Cyr des Gats. L'autorisation de stockage est de 50 000 t/an de déchets pouvant subir une étape de stabilisation dans l'usine présente sur le site.

Un nouvel arrêté préfectoral du 30 mai 2024 autorise une extension du site avec la création de nouveaux casiers de stockage. Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral précédent restent en vigueur jusqu'à la mise en service de ces nouveaux casiers.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 3 | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Personnels compétents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------|---|-------------------|
| 1 | Mise à jour du POI | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 | Sans objet |
| 2 | Réalisation d'exercice POI | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 4 | Stratégie de prélèvement | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |
| 6 | Liste des produits de décomposition | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 | Sans objet |
| 7 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 14.1 | Sans objet |
| 8 | Étude complémentaire sur le piézomètre Pz 12 | Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.4.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite s'est déroulée lors d'un exercice incendie, en présence d'un organisateur externe, et de pompiers. L'exploitant a déroulé son Plan d'Opération Interne (POI), et a joué le scénario établi avec le concours des pompiers (aucun moyen important n'a été déployé).

L'exploitant justifie d'un POI à jour, tenant compte de l'obligation de tenir à disposition la liste des produits de décomposition en cas d'incendie. L'inspection relève toutefois que cette liste permet de connaître les polluants à rechercher lors des prélèvements d'air qui seraient effectués (avec la pose des canisters), mais ne répond pas de manière opérationnelle au risque immédiat que présentent les fumées. Le POI ne détaille également pas suffisamment le rôle des deux organismes extérieurs retenus pour la réalisation de prélèvements environnementaux.

En remarque complémentaire à l'exercice POI effectué, l'inspection a noté que la manche à air présente sur le site n'a pas été exploitée. Elle se trouve d'ailleurs dans une zone actuellement partiellement masquée depuis la salle "poste de commandement" par le dernier casier de stockage en cours de remplissage. Son repositionnement est à prévoir.

L'exploitant a transmis les études complémentaires portant sur la recherche de la contamination d'un des piézomètres du site (PZ12). Ces études ne concluent pas sur l'origine exacte, et propose la poursuite d'une surveillance. Ce point est validé par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| Constats : En marge de la préparation de cette visite, l'exploitant a transmis à l'inspection une version mise à jour de son POI (référence DOC 150 C SCG - Version C-06-03 mis à jour le 24/06/2025). La précédente version datait d'août 2023. Cette mise à jour respecte la fréquence imposée de trois ans maximum. Cette prescription est respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| Constats : L'inspection note que le POI a été testé le 13/12/2024, puis le 07/07/2025 (en présence de l'inspection). La fréquence des exercices POI est respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1 ^{er} janvier 2023. |
| Constats : Le POI mentionne la liste des substances à rechercher en cas, ainsi que équipements requis pour les prélèvements. Il prévoit l'intervention la Force d'Intervention Rapide d'Air Pays de la Loire pour les prélèvements dans l'air, et d'un bureau d'étude spécialisé pour les prélèvements d'eau et de sols. Ces organismes ont passé une convention avec l'exploitant. L'inspection note toutefois que dans le POI, la liste des paramètres polluants à rechercher semble exhaustive, et sans trop de lien avec un incident pré-identifié (incendie, rejets aqueux, etc.). Lors de la visite (et de l'exercice réalisé), le commandant des opérations représenté par le chef des pompiers a réclamé les polluants à rechercher dans les fumées, mais sans obtenir une réponse précise de la part de l'exploitant qui a renvoyé la question vers la page associée de son POI. La prescription est respectée, mais elle nécessite une précision de la part de l'exploitant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La liste des paramètres polluants présente dans le POI est trop exhaustive, et doit être mieux |

| |
|--|
| adaptée aux différents scénarios probables envisagés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Stratégie de prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1^{er} janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le POI mentionne le type de matériel nécessaire selon les paramètres polluants à prélever (mini-stations, canisters, jauge en verre, jauge en plastique).</p> <p>Dans le cadre de l'exercice, les pompiers présents ont confirmé qu'ils disposent en Vendée d'un camion disposant des canisters pour le compte d'Air Pays de la Loire.</p> <p>Le site dispose d'un laboratoire équipé en matériel de prélèvements pour des analyses aqueuses.</p> <p>Pour d'autres prélèvements, l'exploitant aura recours à un bureau d'étude spécialisé via une convention (vue par l'inspection).</p> <p>Cette prescription est respectée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Personnels compétents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération</p> |

interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023.

Constats :

Le POI précise la liste des agents et de leurs tâches associés à une gestion de crise. Il ne détaille toutefois pas les agents aptes à réaliser des prélèvements environnementaux nécessaires.

Le POI sous-entend que ces prélèvements sont réalisés soit par la FIR (via les pompiers), soit par un bureau d'étude spécialisé.

Cette prescription nécessite une précision sur le POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le POI doit mieux détailler les personnes chargées des prélèvements environnementaux. À défaut du personnel présent sur le site, le POI doit clairement indiquer le rôle des organismes extérieurs avec lesquels l'exploitant a passé une convention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des produits de décomposition en cas d'incendie faisant suite à la dernière demande d'autorisation d'exploiter. La méthodologie du SYVED/SYPRED a été employée pour ce travail.

Les zones pour les types d'incendie retenus pour établir cette liste sont les suivantes :

- > Installation de traitement de déchets dangereux
- > Installation de stockage de déchets dangereux
- > Plateforme de traitement de déchets minéraux
- > Plateforme de valorisation des déchets amiantés, assimilés et peinture au plomb
- > Cuve mobile GNR

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 14.1

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Pour son exploitation, l'exploitant doit disposer de garanties financières en application des alinéas 1°, 3° et 5° de l'article R 516-1 du code de l'environnement.

Les garanties financières mentionnées au présent titre ne modifient pas les garanties existantes pour le suivi en post-exploitation de l'ancienne installation de stockage de DIB/OM encadré par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2008.

Constats :

Dans le cadre de la préparation de la visite, l'inspection a examiné les documents constituant les garanties financières applicables au site (incluant le suivi en post-exploitation de l'ancienne zone de stockage de déchets non-dangereux).

L'exploitant justifie de garanties financières en vigueur (jusqu'à environ 2029) pour les activités suivantes :

- > zone de stockage de déchets dangereux (actuelle et future)
- > zone de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation
- > activité SEVESO

(à noter qu'avec la dernière modification de l'article R516-1, la constitution de garanties pour les activités de traitement de déchets n'est plus nécessaire).

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Étude complémentaire sur le piézomètre Pz 12

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Article 9.4.5 - Étude complémentaire sur le piézomètre Pz 12

Le piézomètre PZ12 situé à l'angle Ouest des anciens casiers de stockage de déchets dangereux montrant des anomalies sur les paramètres mercure, chlorure de vinyle, benzène, xylène et trichloréthylène fait l'objet d'un examen complémentaire.

Une étude approfondie est réalisée sous un délai d'un an afin d'en déterminer les causes, et les solutions éventuelles pour garantir tout absence d'impact sur la nappe d'eau souterraine.

Constats :

Pour répondre à la prescription imposant une étude complémentaire autour d'une anomalie sur le PZ12, l'exploitant a mandaté un bureau d'étude spécialisé Geoscop.

Cette étude réalisée par Géoscop en 2 temps a permis d'investiguer l'origine des anomalies constatées et de proposer des mesures correctives appropriées :

1- Réalisation d'une étude complémentaire relative à la détection d'anomalies qualité dans les eaux de Pz12 (Document intitulé : Rapport 24_07.015_NOL - SOLITOP - Etude complémentaire - détection anomalie PZ12.pdf).

Au regard des données disponibles et des résultats des investigations environnementales réalisées, il apparaît que la pollution à l'origine des faibles concentrations en mercure, en chlorure de vinyle, en benzène et en xylènes dans les eaux de Pz12 soit ponctuelle. En effet, les anomalies détectées dans Pz12 n'ont pas été retrouvées dans les eaux de Pz4.2 (aval latéral), de Pz1.2 (amont) et dans les eaux du BEP Nord. Les teneurs mesurées au droit de ces ouvrages sont faibles, inférieures aux valeurs de référence voire inférieures aux seuils de quantification du laboratoire d'analyse.

L'origine des anomalies constatées dans les eaux souterraines au droit de PZ12 n'est à ce jour pas déterminée. Une contamination accidentelle au sein même de l'ouvrage et/ou dans les terrains alentour de l'ouvrage pourrait être d'origine accidentelle.

Le piézomètre a été nettoyé et vidéo-inspecté le 28 mai 2024 suite à ces premières conclusions afin de continuer le suivi analytique.

2- Diagnostic environnemental Sites et sols potentiellement pollués à Proximité de l'ouvrage Pz12 (Document intitulé : SOLITOP - Diagnostic SSP PZ12-rapport24_18.22_BZI-v2.pdf)

Suite à la détection d'anomalies dans les eaux souterraines au niveau du piézomètre PZ12 entre 2022 et 2024, un diagnostic environnemental des sols a été réalisé. Les investigations ont révélé :

- > Des sols constitués d'argile sableuse rouge, sans venue d'eau jusqu'à 9m de profondeur,
- > Aucun indice visuel ou olfactif de pollution, ni détection de COV lors des prélèvements,
- > Des analyses en laboratoire montrant des teneurs non significatives pour les paramètres recherchés, respectant les seuils ISDI,
- > Présence de certains métaux en teneurs modérées dans le sol brut, mais non détectés après lixiviation, suggérant leur non-mobilité vers les eaux souterraines.

L'origine des anomalies constatées dans les eaux souterraines au droit de PZ12 n'est à ce jour toujours pas déterminée. Une contamination des sols à proximité de l'ouvrage PZ12 ayant entraîné une contamination des eaux souterraines n'est pas démontrée.

À l'issue de son travail, le bureau d'étude a formulé des recommandations.

Afin de déterminer le caractère ponctuel ou persistant de la présence de composés indésirables dans les eaux souterraines au droit de PZ12, il recommande d'inclure cet ouvrage dans le suivi régulier et semestriel du site, en période de hautes eaux et de basses eaux, pour une période de 4 années. Un bilan quadriennal permettra d'évaluer l'évolution des teneurs des composés analysés dans les eaux souterraines et d'apporter de nouvelles recommandations le cas échéant. En complément des paramètres actuellement inclus dans le programme de suivi semestriel (cf. article 9.4.3 de l'AP du 30/05/2024), il recommande de suivre l'évolution des paramètres suivants :

- > BTEX de manière semestrielle et pas uniquement quadriennal comme à l'actuel ;
- > Chlorure de vinyle, ainsi que les composés dont il pourrait être issu lors d'une dégradation anaérobie : tétrachloroéthylène, trichloroéthylène et dichloroéthylène.

L'inspection prend note de cette étude, et retient les mesures de surveillance complémentaires proposées.

La prescription est respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend note du courrier du 28 avril 2025 de l'exploitant et confirme que le suivi environnemental proposé par le bureau d'étude doit être mis en place.

L'inspection propose que ce suivi apparaisse dans un chapitre spécifique des prochains rapports d'activité annuelle (au moins les 4 prochains rapports).

Type de suites proposées : Sans suite